

La social-démocratie européenne et le monde des adhérents

La fin du parti communauté ?

Pascal DELWIT

« Le paradis perdu ? ». C'est en ces termes que Gerrit Voerman appréhendait en 1996 la problématique de l'adhésion aux formations sociales-démocrates. Il est vrai que dans l'imaginaire, le *monde* des adhérents sociaux-démocrates fait partie intégrante de l'identité sociale-démocrate et est un des traits essentiels du *modèle organisationnel* de la social-démocratie mis à nu il y a près d'un siècle par Roberto Michels ¹. Deux ans avant le propos de Voerman, Gerassimos Moschonas parlait, lui, de « dégradation fondamentale et quasi généralisée » à propos des membres sociaux-démocrates ².

La présente contribution se propose de confronter ces propos sur la « dégradation » à la réalité contemporaine de l'adhésion aux partis socialistes. Pour analyser cette problématique, nous considérons les pays d'*Europe occidentale*. En la matière, la situation est décortiquée dans seize cas nationaux : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, et la Suède. Pour l'Espagne, la Grèce et la Portugal, l'observation est raccourcie compte tenu de leur entrée tardive dans la démocratie représentative.

La contribution se décline en deux temps. Dans une première étape, nous revenons sur la place et le rôle des adhérents dans les partis politiques et, plus spécifiquement, dans les partis sociaux-démocrates.

Par la suite, nous analysons les évolutions en matière d'adhésion aux formations sociales-démocrates d'Europe occidentale sur les six décennies qui nous séparent de la fin de la deuxième guerre mondiale. Les cheminements sont appréhendés à l'aune de trois indicateurs classiques.

- a) Il s'agit de l'évolution du nombre de membres dans chacun des partis considérés de 1945 à nos jours. Pour ce faire, nous avons calculé la moyenne du nombre

d'adhérents de chaque décennie et nous présentons les mutations de ce nombre moyen des effectifs du parti. Trois ensembles territoriaux sont considérés : l'Europe du nord avec une déclinaison entre la social-démocratie de type travailliste et de type scandinave, l'Europe du centre avec une déclinaison entre la social-démocratie de type germanique et la situation prévalant dans les Etats du Benelux, et l'Europe du sud.

- b) Vient ensuite une mise en rapport du nombre d'adhérents des partis examinés avec leurs performances électorales (nombre de voix recueillies). Par ce biais, nous calculons l'évolution du *taux d'adhésion*. Le taux d'adhésion a pour mérite principal d'examiner le parallélisme ou (son absence) entre la courbe des effectifs partisans et celle des voix recueillies par ledit parti.
- c) Enfin, nous présentons aussi le rapport du nombre d'adhérents à celui des électeurs inscrits. Ce faisant, nous calculons le *taux de pénétration électorale*. L'intérêt de cet indicateur est d'affiner le nombre brut d'adhérents à la lumière des variations démographiques. Il permet de présenter de la manière la plus fine l'*évolution réelle* du nombre d'adhérents de chaque formation.

1. La social-démocratie et ses adhérents : la loi du nombre

Dans l'imaginaire et, pour une part, dans l'analyse scientifique, les partis sociaux-démocrates sont des formations imposantes sous l'angle du nombre de leurs adhérents. Elles recouvrent un modèle analysé dès 1913 par Roberto Michels dans son livre célèbre sur les partis politiques : une organisation très développée générant un phénomène bureaucratique conduisant à la « loi d'airain de l'oligarchie »³.

Ce modèle recouvre largement le type du parti de masse épinglé par Maurice Duverger⁴ ou du parti d'intégration sociale proposé par Neumann au même moment⁵. Moschonas reprendra et amènera ces concepts en parlant de « parti société, à la fois *sub* et *contre* société », se déclinant sous la forme d'un *parti de classe*⁶.

Le nombre d'adhérents et leur investissement confèrent aux partis sociaux-démocrates des capacités fortes de mobilisation, des rentrées financières stables et une influence politique, sociale et culturelle indéniable fondée sur la *loi du nombre*⁷. Et il est vrai que les proportions sont parfois exceptionnelles. A titre d'exemple, Michel Charzat rappelle que dans les années vingt, un Viennois sur quatre était membre du parti social-démocrate⁸. Ce tableau doit néanmoins être nuancé à la lumière de plusieurs éléments.

Le nombre tient parfois à l'étroitesse du rapport entre partis sociaux-démocrates et organisations syndicales. En la matière, la distinction entre *partis directs* et *indirects*, épinglée par Duverger, s'impose⁹. En effet, le nombre impressionnant de membres de certains partis sociaux-démocrates tient d'abord aux mécanismes de l'adhésion indirecte. Plusieurs formations y ont eu recours. Citons, entre autres, le parti ouvrier belge (POB) jusqu'en 1945, le parti social-démocrate suédois (SAP) jusqu'en 1990 ou encore, en combinaison avec l'adhésion directe, le Labour Party britannique.

Par ailleurs, l'idée de modèle fait référence à la social-démocratie dans son acception *restreinte*, c'est-à-dire la définition qui fait tout à la fois référence à un modèle organisationnel de parti sur le plan interne, et à une politique articulée sur le néo-corporatisme, sous l'angle des politiques publiques. En d'autres termes, quelques

partis clés du nord et du centre de l'Europe : les formations scandinaves, allemande, autrichienne et bénéluxiennes. Le travaillisme britannique et irlandais est déjà un peu à part et les partis socialistes du sud de l'Europe n'ont jamais été examinés à l'aune de ce schéma organisationnel.

2. La social-démocratie en Europe occidentale et ses adhérents

A. La social-démocratie nordique

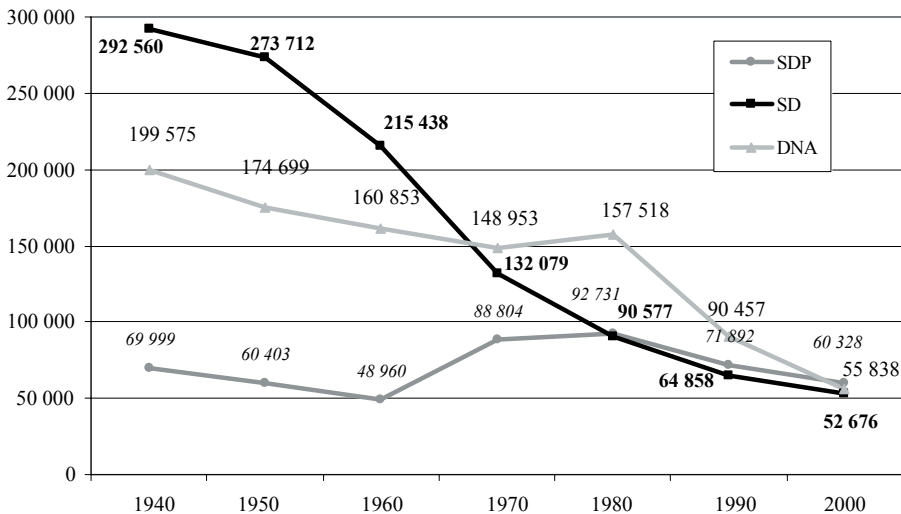
Nous l'avons évoqué, s'il est une incarnation du modèle organisationnel social-démocrate, c'est bien la social-démocratie scandinave. En Suède, en Norvège, au Danemark et, dans une mesure nettement moins importante, en Finlande, l'adhésion au parti social-démocrate se vit comme un acte d'affiliation à une *communauté*.

Comment a évolué cette perspective ? Dans ce *modèle scandinave*, trois cas sont particulièrement clairs, ceux du parti du travail norvégien (DNA), du parti social-démocrate danois (SD) et du parti social-démocrate suédois (SDP). Au sortir de la guerre, ces trois formations ont un nombre considérable d'adhérents. Celui-ci s'élève à plusieurs centaines de milliers de membres. Pour le SDP, ce total doit cependant être contextualisé dès lors que jusqu'en 1990, on a affaire à un parti de type indirect. Sa courbe est donc envisagée séparément.

Les partis danois et norvégien conservent une structure d'intégration sociale extrêmement puissante et intacte jusqu'à la fin des années soixante (SD) et soixante-dix (DNA).

Par la suite, les deux formations enregistrent un déclin brutal du nombre de leurs membres. Cela les conduit à un nombre moyen identique dans les années quatre-vingt-dix d'environ soixante mille, soit respectivement 20% et 28% du total de leurs effectifs des années quarante.

Figure 1
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates scandinaves (1945-2004)

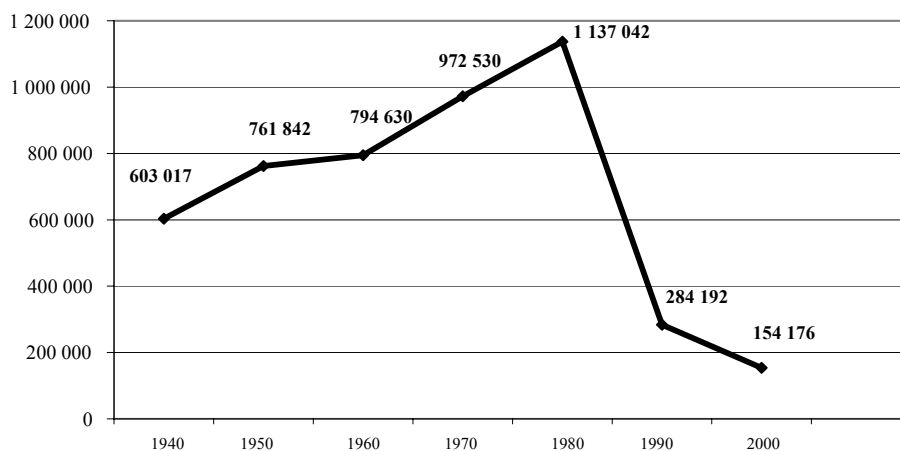


En miroir, l'évolution moyenne du nombre de membres du parti social-démocrate finlandais n'a pas le même caractère de déclin linéaire. Après un affaissement dans les années cinquante et soixante, le SDP vit une progression dans les deux décennies suivantes avant de connaître une nouvelle érosion. Mais cette dernière n'a pas la même ampleur que celle de ses coreligionnaires norvégien et danois. A telle enseigne que les trois partis ont, au stade actuel, un nombre moyen de membres relativement semblable alors qu'ils portaient de bases très différentes.

En raison du passage de l'adhésion de type indirect à l'acte individuel d'adhérer, il est difficile de faire un commentaire comparatif pertinent pour les sociaux-démocrates suédois. On constatera néanmoins que ce changement des modalités d'adhésion a fait chuter le nombre d'adhérents de plusieurs centaines de milliers en l'espace de quelques années.

Par ailleurs, les indications actuelles tendent à corroborer les difficultés d'ensemble de la social-démocratie scandinave (certes relatives, le parti social-démocrate suédois conserve 150 000 membres) appliquées au cas du SAP.

Figure 2
Evolution du nombre d'adhérents du SAP (1945-2004)



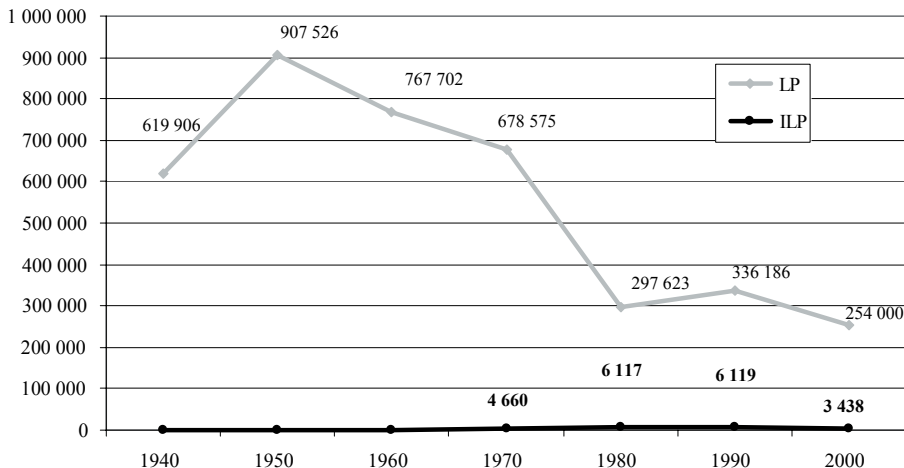
La configuration du travaillisme britannique est très proche de celle qui prévaut pour les partis danois et norvégien. Au sortir de la guerre, le Labour Party parvient à enrôler en adhésion directe près d'un million de membres. Atteint dans les années cinquante, ce total s'effrite rapidement dans les décennies suivantes. En vingt ans, les travaillistes britanniques perdent, en chiffres bruts, 220 000 membres. Dans les années quatre-vingt, la chute est spectaculaire : le parti enregistre la défection de quatre cent mille affiliés en dix ans. Certes, le Labour Party a dû faire face à la scission du Social Democratic Party (SDP) au début des années quatre-vingt, mais celle-ci n'a somme toute qu'un impact modeste dans l'ampleur du désinvestissement que vivent les travaillistes britanniques.

Accédant aux rênes du parti en 1994, Tony Blair a tenté de relancer le processus d'adhésion directe pour minorer le poids des adhérents indirects, sous la houlette du

monde syndical. Dix ans après, la tentative se révèle un échec quand bien même la sociologie du monde des adhérents travaillistes a singulièrement évolué ¹⁰.

Dans le système de partis en Irlande, le parti travailliste est une formation modeste entre les deux grands, le Fianna Fail et le Fine Gael. Ses effectifs sont faibles et évoluent avec moins d'à-coups. On peut cependant observer la confirmation de la difficulté contemporaine de recrutement des partis (sociaux-démocrates). En dix ans, le parti travailliste irlandais a perdu 45 % de ses effectifs.

Figure 3
Evolution du nombre d'adhérents des partis travaillistes (1945-2004)



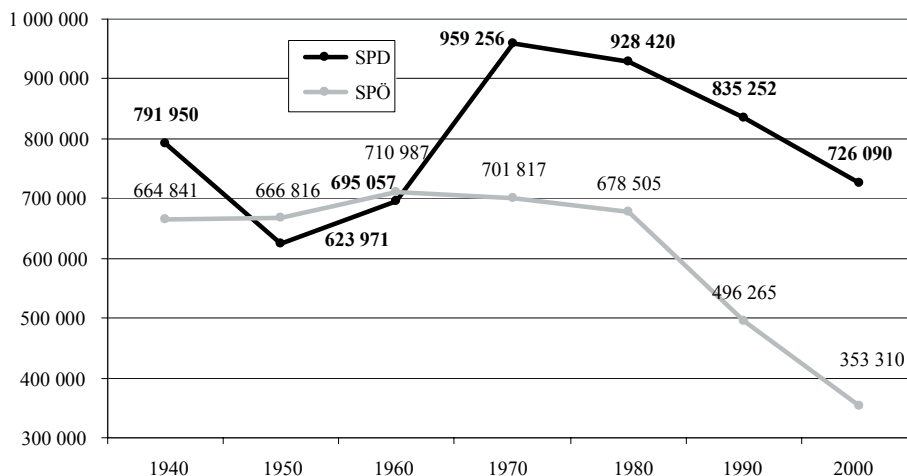
B. La social-démocratie du centre de l'Europe

Historiquement, les partis sociaux-démocrates allemand (SPD) et autrichien (SPÖ) sont deux *grands* du modèle social-démocrate. Les chiffres le confirment : le SPD atteindra un million d'adhérents et le SPÖ plus de sept cent mille. Sans être parallèles, leurs deux courbes d'effectifs présentent des similitudes.

En Allemagne, après les années de l'ère démocrate chrétienne sous les auspices de Konrad Adenauer, le SPD reprend progressivement des couleurs et retrouve une nouvelle attractivité à la fin des années soixante et dans les années soixante-dix. En dix ans, les sociaux-démocrates glanent un tiers de membres en plus. Depuis toutefois, un désinvestissement peut être épinglé. Celui-ci conduit le SPD à un nombre de membres qui n'atteint plus aujourd'hui *que* sept cent mille adhérents, alors même que la base de recrutement s'est élargie avec la réunification allemande (voir *infra*).

Pendant quatre décennies, le nombre total de membres du parti social-démocrate autrichien a fluctué entre 660 000 et 710 000. Mais depuis vingt ans, un changement radical s'est opéré. L'attractivité du SPÖ a considérablement diminué et le parti subit une spirale de désengagement exceptionnelle. En vingt ans, les sociaux-démocrates autrichiens ont de la sorte enregistré le départ de la moitié de leurs membres, ce qui contribue à modifier leur place et leur rôle dans la société autrichienne, de même que leur modèle organisationnel.

Figure 4
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates germaniques
(1945-2004)



Qu'en est-il des formations sociales-démocrates des Etats du Benelux ?

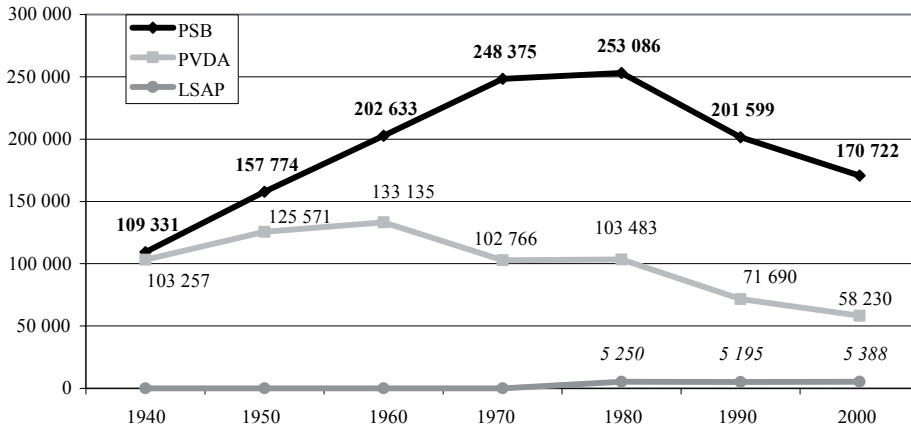
En dépit d'une démographie différente, socialistes belges et travaillistes hollandais partent, dans l'après deuxième guerre mondiale, sur un pied d'égalité. Les deux formations ont environ cent mille membres aux lendemains de la libération. Mais les deux courbes s'écartent rapidement.

Le parti socialiste belge (PSB-BSP), puis le parti socialiste (PS) et le Socialistische Partij (SP, SP.a) réussissent à devenir des partis de masse en étant passés au statut de parti direct. En Belgique, les socialistes progressent, en termes bruts, jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Depuis, ils sont aussi affectés par un phénomène d'érosion assez sensible dans la mesure où leur nombre actuel de membres ne représente qu'un peu moins de 70% de ce qu'il était dans les années quatre-vingt.

La capacité d'expansion du PvdA hollandais a été beaucoup plus limitée. Son maximum se situe autour de 130 000 adhérents dans les années soixante et, depuis, il est affecté d'un phénomène prononcé de déclin des adhésions. Le PvdA ne peut plus compter que sur une base située entre 55 000 et 60 000 membres.

Pour ce qui a trait au grand-duché de Luxembourg, nos données sont incomplètes pour la période d'après-guerre. Sur les trente dernières années, aucun mouvement sensible n'est perceptible. Le parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL-LSAP) conserve un socle d'environ 5 000 adhérents.

Figure 5
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates du Benelux
(1945-2004)



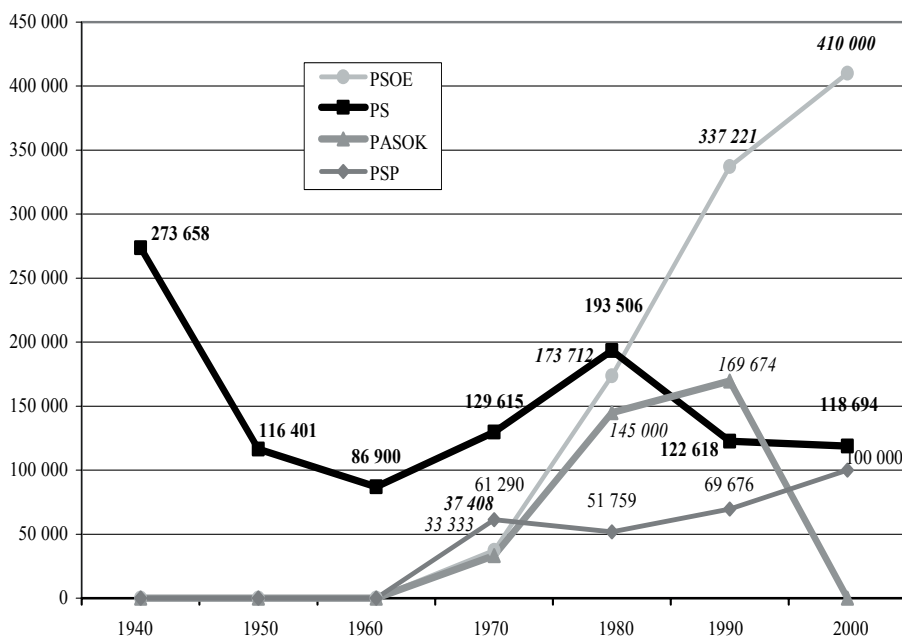
C. Le socialisme dans le sud de l'Europe

Dans le sud de l'Europe, le panorama de l'évolution des affiliés se décline autrement. D'une manière générale, les données sont plus difficiles à obtenir. Par ailleurs, la Grèce, l'Espagne et le Portugal doivent être analysés différemment en raison de leur démocratisation tardive.

La chose est aujourd'hui bien connue, le parti socialiste français n'a jamais été un parti de masse dans l'optique où il aurait joué un rôle d'intégration sociale auprès de segments importants d'une ou plusieurs catégories sociales. Daniel-Louis Seiler le classe comme un parti de militants, très sensible aux fluctuations idéologiques et de rapport au pouvoir ¹¹. De fait, les mouvements y sont brusques. Après avoir atteint près de 300 000 affiliés à la libération, la SFIO vit un déclin militant spectaculaire en l'espace de deux décennies. Le parti enregistre le départ de deux tiers de ses effectifs ! La fin du molletisme et la relance du parti à l'aube de la décennie soixante-dix provoquent une inversion de tendance qui se confirme largement dans la décennie suivante, suite à la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles du 10 mai 1981. En revanche, le deuxième septennat entraîne une déception militante qui se transforme en désengagement massif que la victoire aux élections nationales de 1997 ne pourra qu'atténuer. Le parti socialiste a subi une nouvelle saignée qui l'amène à cent mille adhérents en ce début de millénaire.

Dans le chef du PASOK, du PSP et du PSOE, nous observons « nécessairement » une progression ces trente dernières années. Agissant dans un nouveau cadre démocratique, les formations socialistes ne pouvaient que connaître un accroissement dans un premier temps. Au Portugal et en Grèce, pour autant qu'on puisse en juger à partir de données fragmentaires, la stabilisation semble accomplie depuis une dizaine d'années. En Espagne, le PSOE a connu un accroissement jusqu'il y a peu. Son nombre actuel de membres avoisine les quatre cent mille.

Figure 6
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates
du sud de l'Europe (1945-2004)

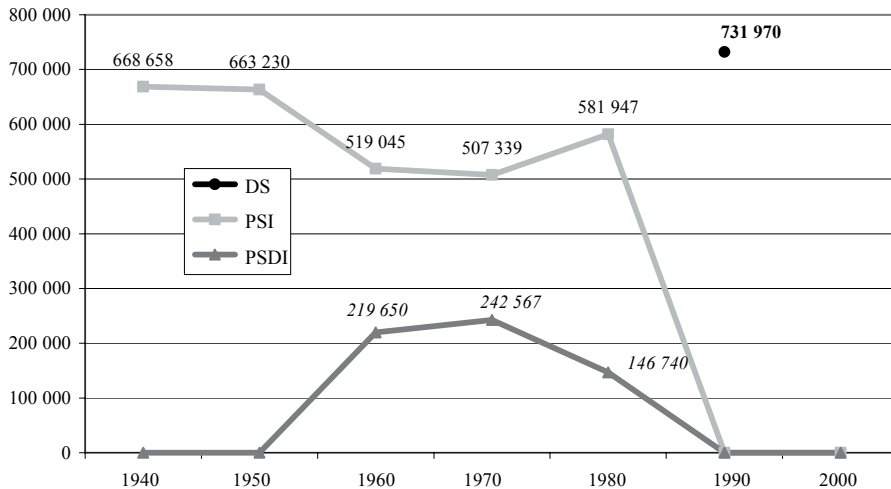


Enfin, le cas italien est très spécifique. Les formations qui incarnent le socialisme démocratique ont évolué dans le temps. La comparaison est dès lors complexe. Jusqu'en 1992, deux formations se revendiquent de la social-démocratie et sont membres des organisations internationales de coopération sociale-démocrate : le parti socialiste italien (PSI) et la scission qui en est issue peu de temps après la libération, le parti social-démocrate italien (PSDI). Ces deux formations ont des effectifs impressionnants : entre cinq cent et sept cent mille pour le PSI ; entre cent cinquante et deux cent cinquante mille pour le PSDI. Ces partis subiront de plein fouet l'opération « Mani Pulite » et la mise en cause fondamentale des partis italiens de gouvernement. PSI et PSDI disparaissent de l'échiquier politique italien en 1993.

Entre-temps, le parti communiste italien avait donné naissance à deux nouveaux partis : le parti de la gauche démocratique (PDS) et le parti de la refondation communiste (PRC). Le PDS est la part *substantielle* en provenance du PCI. Il recevra rapidement l'onction des organisations de coopération sociale-démocrate et devient de fait le parti socialiste du système politique italien.

Le parti communiste italien était un exemple presque parfait d'une formation d'intégration sociale. Elle a comptabilisé jusqu'à deux millions d'adhérents. A la fin des années quatre-vingt, avant sa mue, ce chiffre s'élevait toujours à un million quatre cent mille ! A l'instar de la plupart des partis politiques européens, le PDS puis les Démocrates de gauche (DS) ont connu un affaissement militant. Son nombre actuel d'adhérents se situe à sept cent trente mille.

Figure 7
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates en Italie
(1945-2004)



Au-delà des chiffres bruts, nous avons donc voulu mettre en perspective ces données. Pour ce faire, nous utilisons deux indicateurs.

Le premier est le taux d'adhésion. Il met en relation le nombre d'affiliés d'un parti avec le total de ses électeurs. Il permet donc de comparer l'évolution des membres et des électeurs. Les deux courbes vont-elles à l'amble ou se dissocient-elles sur ces soixante dernières années? Et, le cas échéant, dans quel sens?

Le deuxième est le taux de pénétration électorale. Il met en rapport le nombre de membres d'une formation politique avec l'ensemble des électeurs inscrits. Ces derniers constituent très largement la base de recrutement des partis dans une société. Cet indicateur affine les renseignements relatifs au nombre brut d'adhérents.

3. La transformation du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates en Europe occidentale

A. Le taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du nord de l'Europe

Dans la social-démocratie scandinave, le taux d'adhésion révèle des situations contrastées. Dans le temps, les sociaux-démocrates finlandais conservent un taux relativement stable, mais en déclin ces dernières années. Sur soixante ans, le SDP passe d'un adhérent pour sept électeurs à un affilié pour douze électeurs. Autrement dit, ces dernières années, la courbe électorale est meilleure que celle des adhérents.

La configuration se décline autrement pour les sociaux-démocrates danois, suédois et norvégien. En six décennies, ces trois formations vivent un effondrement notable de leur taux d'adhésion. Nous l'avons épinglé, le cas suédois est spécifique compte tenu des changements intervenus en 1990. Il n'empêche, la situation est tout autre aujourd'hui qu'elle n'était au lendemain de la libération et dans les premières décennies qui ont suivi. Au sortir de la guerre, ces partis enregistraient un membre pour trois à quatre électeurs. Depuis quinze ans, ce rapport s'est substantiellement

modifié. Le SD, le DNA et le SAP n'ont plus aujourd'hui qu'un membre pour quinze à vingt électeurs ! Ce faisant, ils ont largement perdu leur caractère exceptionnel dans la social-démocratie européenne et, au plan scandinave, s'alignent sur le SDP finlandais.

Le taux d'adhésion dans le travaillisme britannique et irlandais est d'essence différente. Pendant quarante ans, le rapport adhérents/électeurs du Labour Party a varié entre un quinzième et un vingtième. Depuis le début des années quatre-vingt, le taux d'adhésion s'est affaïssé. Toutes choses égales par ailleurs, les performances électorales se révèlent donc meilleures que celles du recrutement. Cette constatation corrobore les observations opérées dans le chef des partis sociaux-démocrates scandinaves.

Figure 8

Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates des modèles travailliste et scandinave (1945-2004)

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1945	14,97		31,35		4,07	
1946						
1947		36,64				
1948	15,35			35,52		
1949			25,40			
1950		34,91			6,85	
1951	14,69				6,28	
1952				42,82		
1953		31,68	21,43			
1954	11,89					
1955					6,80	
1956				44,98		
1957		29,13	19,07			
1958	11,36			43,94		
1959					6,94	
1960		25,34		35,92		
1961			19,15			
1962	9,99					
1963						
1964		20,77		40,06	6,80	
1965			17,01			
1966	8,01	17,67			5,92	
1967						
1968		18,13		33,81		
1969			15,69			
1970	10,22			37,04	5,65	
1971		15,41				
1972	11,56					
1973		16,66	19,19	39,06		^a 2,69
1974					6,04	
1975	14,55	13,40				
1976				44,25		
1977		9,66	15,73			2,41
1978						
1979	14,42	9,01		48,46	5,78	
1980						

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1981		9,70	16,76			3,16
1982				46,75		3,44
1983	11,99				3,49	
1984		9,16				
1985			16,40	46,66		
1986						
1987	12,64	8,52			2,88	5,89
1988		8,00		46,42		
1989			14,01			4,28
1990		6,35				
1991	13,17			12,62		
1992					2,42	3,00
1993			11,39			
1994		5,72		10,34		
1995	8,93					
1996						
1997			7,12		3,00	3,03
1998		4,69		9,26		
1999	10,15					
2000						
2001		5,49	8,63		2,37	
2002				7,20		2,67
2003	8,39					

a : chiffre d'adhérents de 1974.

B. Le taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe

A l'examen des partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe, on épinglera d'abord la singularité du parti social-démocrate autrichien, qui atteint rapidement un taux d'adhésion de 35%. Contrairement aux formations nordiques, il ne subit pas un effondrement mais l'on note néanmoins une érosion ces quinze dernières années, et ce en dépit de résultats électoraux déclinants¹². La situation des effectifs est donc plus grave encore. Pour autant, le SPÖ conserve un membre pour cinq électeurs sociaux-démocrates, ce qui est le meilleur rapport dans les partis sociaux-démocrates.

La dissociation des courbes entre partis du Benelux que nous avons pointée pour les résultats électoraux¹³ est corroborée pour les taux d'adhésion. PvdA et PSB-BSP partent avec un taux d'adhésion assez semblable (entre 8% et 10%). Les travaillistes hollandais vont se maintenir à ce taux pendant vingt-cinq ans pour connaître un déclin progressif. Dans la période contemporaine, les travaillistes hollandais ont environ un adhérent pour trente électeurs.

En Belgique en revanche, le taux d'adhésion s'élève régulièrement pour atteindre 18% au début des années quatre-vingt. Les courbes des électeurs et des adhérents ne vont donc pas l'amble mais cette fois, la situation est meilleure vue sous l'angle des affiliés. Depuis quinze ans, un changement est intervenu mais d'ampleur modeste. Le résultat de 2003 est largement dû à l'importante victoire électorale des socialistes francophones et flamands lors de ce scrutin¹⁴.

Les transformations du taux d'adhésion du SPD allemand sont modestes et lentes. Depuis vingt ans, spécialement depuis la réunification, le rapport adhérents/électeurs décline. Il est dû à une diminution des effectifs mais aussi à une amélioration des performances électorales.

Figure 9
Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du centre
de l'Europe occidentale (1945-2003)

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1945		24,94			
1946			8,65	12,76	
1947					
1948			9,46		
1949	10,62	37,84		8,27	
1950				7,45	
1951					
1952			7,20		
1953	7,65	36,13			
1954				7,94	
1955					
1956		36,73	7,59		
1957	6,59				
1958				9,85	
1959		36,36	8,08		
1960					
1961	5,64			^a 10,29	
1962		35,64			
1963			7,90		
1964					
1965	5,54			13,13	
1966		36,26			
1967			8,08		
1968				14,29	
1969	5,54				
1970		32,17			
1971		30,84	6,20	16,34	
1972	5,56		4,66		
1973					
1974				18,15	
1975		29,80			
1976	6,35				
1977			3,59	16,79	
1978				18,44	
1979		29,89			
1980	6,07				
1981			4,46	18,44	
1982			4,20		

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1983	6,23	30,04			
1984					9,78
1985				14,20	
1986		32,02	3,36		
1987	6,49			13,04	
1988					
1989					11,61
1990	5,91	30,08	3,40		
1991				13,81	
1992					
1993					
1994	4,96	31,70	3,23		12,48
1995		26,44		13,37	
1996					
1997					
1998	3,84		2,45		
1999		25,08		14,42	12,68
2000					
2001					
2002	^b 3,88	19,80	3,98		
2003			2,17	^c 9,05	

a : chiffre d'adhérents de 1960 ; b : chiffre d'adhérents de 2001 ; c : chiffre d'adhérents de 2000 pour le *PS* et de 2001 pour le *SP*.a.

C. Le taux d'adhésion des partis socialistes du sud de l'Europe

Qu'en est-il des partis socialistes du sud de l'Europe ?

Pendant cinquante ans, le *PSI* et le *PSDI* ont eu un taux d'adhésion élevé pour une formation ne ressortissant pas au modèle social-démocrate (entre 10 % à 20 %). Pour leur part, les démocrates de gauche conservent, de l'ancienne structure d'encadrement social du parti communiste italien, un taux d'adhésion appréciable : 10 %.

En revanche, les socialistes français, grecs, espagnols et portugais dévoilent un taux d'adhésion assez faible (entre deux et cinq adhérents pour cent électeurs). Le cas est particulièrement significatif pour le parti socialiste français, formation au plus faible taux d'adhésion parmi tous les partis que nous avons examinés. La singularité du socialisme latin est corroborée. Soulignons néanmoins que de par l'affaïssement des taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates, cet indicateur a tendance à converger dans la famille sociale-démocrate européenne.

Figure 10
Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du sud de l'Europe
(1945-2004)

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1945					7,36		
1946		18,05			8,47		
1947							
1948		13,28					
1949							
1950							
1951					4,62		
1952							
1953		22,67					
1954							
1955							
1956					3,61		
1957							
1958		11,57			3,63		
1959							
1960							
1961							
1962					3,99		
1963		11,55	8,03				
1964							
1965							
1966							
1967					1,94		
1968		^d 13,76			2,21		
1969							
1970							
1971							
1972		17,92	^e 16,58				
1973					2,37		
1974							
1975							3,59
1976		14,08	24,92	0,17			4,85
1977						2,08	
1978					2,81		
1979		13,48	15,46	1,85			^j 3,95
1980							4,00
1981					2,15	3,67	
1982				1,18			
1983		13,21	14,26				1,67
1984							
1985						^g 8,57	^k 3,90
1986				2,09	2,06		
1987		11,17	11,70				^l 3,72

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1988					2,30		
1989				2,99		^h 6,27	
1990							
1991							4,18
1992	12,19						
1993				3,83	2,56	4,92	
1994	^a 8,84						
1995							SD
1996	^b 8,55			3,87		5,53	
1997					1,85		
1998							
1999							^m 4,24
2000				5,24		ⁱ 6,65	
2001	^c 10,11						
2002					f 1,95		SD

a : chiffre d'adhérents de 1993 ; b : chiffre d'adhérents de 1995 ; c : chiffre d'adhérents de 1998 ; e : chiffre d'adhérents de 1967 ; e : chiffre d'adhérents de 1971 ; f : chiffre d'adhérents de 2000 ; g : chiffre d'adhérents de 1984 ; h : chiffre d'adhérents de 1990 ; i : chiffre d'adhérents de 1998 ; j : chiffre d'adhérents de 1980 ; k : chiffre d'adhérents de 1986 ; l : chiffre d'adhérents de 1986 ; m : chiffre d'adhérents de 2000.

4. La transformation du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates en Europe occidentale

Le taux de pénétration électorale est le rapport du nombre d'adhérents d'un parti au total des électeurs inscrits. Ces derniers constituent – quasiment – la base de recrutement des partis politiques.

Le nombre d'électeurs inscrits est une variable indépendante des performances d'un parti (adhérents ou électeurs). Elle permet donc de mieux apprécier la variable « adhérents » dans son environnement extérieur. Son utilisation recadre l'évolution des chiffres bruts des membres d'un parti.

A. Le taux de pénétration électorale des formations sociales-démocrates du nord de l'Europe

L'analyse des transformations du taux de pénétration électorale pour les formations sociales-démocrates nordique est extrêmement éclairante. Les mutations de ces partis examinées sous cet angle sont manifestes.

Au sortir de la guerre, les partis sociaux-démocrates norvégien, danois ou suédois enrôlaient entre 10 % et 15 % du total des électeurs inscrits ! Leur statut d'encadrement social se manifeste pleinement par ces taux. Comparés les uns aux autres, les résultats du SDP finlandais ou du parti travailliste britannique sont très nettement inférieurs : de 1,5 % à 3 %.

Sur les soixante dernières années, quels que soient les partis considérés, le taux de pénétration électorale s'est tantôt érodé, tantôt écroulé. Les trois grands partis sociaux-démocrates scandinaves subissent un recul tout au long de la période. Et dans les vingt premières années, sociaux-démocrates norvégiens et danois voient leur

pénétration dans l'électorat diminuer de moitié. Le mouvement se poursuit par la suite et conduit ces deux formations à un taux de huit à dix fois inférieur à ce qu'il était à la libération : 1,38 % et 1,57 %.

Au parti social-démocrate suédois, c'est le passage de l'adhésion indirecte au recrutement direct qui modifie la donne. Le mouvement est radical dès lors qu'en vingt ans, le taux de pénétration électorale du SAP passe d'environ 20 % à 2 %.

Pourtant d'un taux de pénétration électorale beaucoup plus bas, le SDP finlandais enregistre aussi un tassement tendanciel. Mais il n'a pas le caractère linéaire des cas précédents ; l'érosion est récente et son ampleur est limitée. A l'image de l'observation épinglée pour le taux d'adhésion, cela conduit le SDP à être, actuellement, en phase avec les partis sociaux-démocrates des trois autres Etats scandinaves alors qu'il n'a jamais endossé le caractère dominant dans le système de partis qu'ont eu les sociaux-démocrates danois, suédois, et norvégien.

Les partis travaillistes britannique et irlandais n'ont jamais atteint les taux imposants de certaines formations sociales-démocrates scandinaves. En 1950, le Labour plafonne à 2,64 %. La propension au déclin est bien présente. En cinquante ans, le parti travailliste britannique est ramené à un taux équivalent à un cinquième de ce qu'il était en 1951 : 0,57 % ! Il y a donc aujourd'hui un membre travailliste pour deux cents électeurs inscrits. La situation en Irlande est plus stable mais le parti n'a pas le même statut que son *alter ego* britannique. En 2002, on dénombre un adhérent travailliste irlandais pour cinq cents électeurs inscrits.

Figure 11

Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates scandinaves et travaillistes (1945-2004)

	SDP	SD	DNA	SAP	LP	ILP
1945	2,79		9,74		1,47	
1946						
1947		12,55				
1948	3,14			13,50		
1949			9,45			
1950		11,28			2,64	
1951	2,91				2,51	
1952				15,52		
1953		11,03	7,89			
1954	2,48					
1955					2,42	
1956				15,87		
1957		9,57	7,18			
1958	1,96			15,64		
1959					2,39	
1960		9,13		14,69		
1961			7,04			
1962	1,65					
1963						

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1964		7,42		15,78	2,31	
1965			6,24			
1966	1,85	5,97			2,16	
1967						
1968		5,51		14,50		
1969			6,11			
1970	1,96			14,80	1,75	
1971		4,97				
1972	2,42					
1973		3,77	5,42	15,43		^a 0,28
1974					1,73	
1975	2,66	3,52				
1976				17,30		
1977		3,13	5,50			0,21
1978						
1979	2,58	2,93		18,90	1,62	
1980						
1981		2,64	5,11			0,24
1982				19,32		0,23
1983	2,42				0,70	
1984		2,54				
1985			5,62	18,57		
1986						
1987	2,19	2,15			0,67	0,28
1988		2,03		17,03		
1989			3,98			0,27
1990		1,96				
1991	1,96			4,06		
1992					0,65	0,39
1993			3,17			
1994		1,65		4,00		
1995	1,72					
1996						
1997			1,95		0,93	0,21
1998		1,44		2,69		
1999	1,50					
2000						
2001		1,38	1,57		0,57	
2002				2,26		0,18
2003	1,36					

a : chiffre d'adhérents de 1974.

B. Le taux de pénétration électorale des formations sociales-démocrates du centre de l'Europe

Les mouvements que nous pouvons isoler pour les partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe convergent, dans la période contemporaine, avec ceux des partis

nordiques. Durant les deux dernières décennies, le taux de pénétration électorale est en déclin parfois sévère. Mais les courbes n'ont pas le même caractère de déclin structurel que celles des sociaux-démocrates danois ou norvégien, par exemple.

En Autriche, le SPÖ conserve un taux de pénétration électorale identique pendant quarante ans, dans une fourchette variant entre 13% et 15%. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt et dans la décennie quatre-vingt-dix, l'érosion est en revanche sévère. En 2002, le parti social-démocrate autrichien ne rassemblait « plus » que l'équivalent d'un électeur sur vingt pour un sur cinq ou six un peu moins de vingt ans auparavant.

Figure 12
Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates
du centre de l'Europe occidentale (1945-2003)

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1945		10,37			
1946			2,21	3,50	
1947					
1948			2,20		
1949	2,36	13,99		2,20	
1950				2,26	
1951					
1952			1,92		
1953	1,83	14,32			
1954				2,61	
1955					
1956		14,91	2,32		
1957	1,77				
1958				3,14	
1959		15,13	2,29		
1960					
1961	1,72			^a 3,30	
1962		14,54			
1963			2,05		
1964					
1965	1,84			3,16	
1966		14,31			
1967			1,76		
1968				3,36	
1969	2,01				
1970		14,26			

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1971		14,11	1,20	3,75	
1972	2,30		1,09		
1973					
1974				4,02	
1975		13,81			
1976	2,43				
1977			1,06	4,01	
1978				4,06	
1979		13,91			
1980	2,28				
1981			1,09	4,13	
1982			1,03		
1983	2,10	13,07			
1984					2,41
1985				3,48	
1986		12,27	0,96		
1987	2,01			3,47	
1988					
1989					2,35
1990	1,52	10,76	0,86		
1991				3,11	
1992					
1993					
1994	1,41	8,88	0,61		2,42
1995		8,45		2,75	
1996					
1997					
1998	1,28		0,52		
1999		6,58		2,40	2,43
2000					
2001					
2002	^b 1,17	5,79	0,48		
2003			sd	^c 2,19	

a : chiffre d'adhérents de 1960 ; b : chiffre d'adhérents de 2001 ; c : chiffre d'adhérents de 2000 pour le PS et de 2001 pour le SP.a.

Toutes choses égales par ailleurs, la même observation vaut pour le SPD allemand. Durant quatre décennies, le SPD conserve le même taux. Qualitativement, la situation n'est évidemment pas la même dès lors que le taux se situe autour de 2 à 3 %.

Les années quatre-vingt-dix marquent une décline sensible. En 2002, le rapport adhérents du SPD/électorat allemand est ramené à la moitié de ce qu'il était quinze ans auparavant. Cette transformation tient au mouvement d'ensemble que nous mettons en évidence mais aussi à l'élargissement de l'électorat, lié à la réunification allemande. Or, *ceteris paribus*, le nombre d'affiliés aux partis est nettement moindre dans les Länder orientaux que dans l'ancienne République fédérale allemande.

L'analyse faite pour le taux d'adhésion des socialistes belges est confirmée pour le taux de pénétration électorale. Le taux des socialistes belges s'élève jusqu'au début des années quatre-vingt pour s'établir à 4%. Depuis, chaque élection atteste d'un déclin. Au scrutin de mai 2003, la pénétration électorale était moitié moindre de ce qu'elle était en 1981 : 2,2%.

Pour les données que nous possédons, le cas luxembourgeois incarne la stabilité la plus nette. Sur les deux dernières décennies, aucun changement notable ne peut être isolé.

Enfin, la courbe du taux de pénétration électorale du parti du travail aux Pays-Bas ressemble à celle des sociaux-démocrates nordiques : une relative stabilité pendant vingt ans suivie d'une érosion continue depuis. En revanche, l'essence du taux n'est pas la même. Le taux de pénétration électorale n'a culminé qu'à 2,32% aux Pays-Bas et s'établit au début des années deux mille à moins de 0,50%.

Figure 13
Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates
du sud de l'Europe (1945-2004)

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1945					1,36		
1946		3,07			1,44		
1947							
1948		1,82					
1949							
1950							
1951					0,52		
1952							
1953		2,58					
1954							
1955							
1956					0,44		
1957							
1958		1,50			0,42		
1959							
1960							
1961							
1962					0,33		
1963		1,44	0,44				
1964							
1965							
1966							

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1967					0,29		
1968		^c 1,78			0,29		
1969							
1970							
1971							
1972		1,55	^d 0,77				
1973					0,36		
1974							
1975							1,26
1976		1,23	0,76	0,039			1,41
1977						0,42	
1978					0,52		
1979		1,15	0,51	0,37			ⁱ 0,95
1980							0,93
1981					0,55	1,42	
1982				0,44			
1983		1,27	0,49				0,48
1984							
1985						^f 3,26	^j 0,61
1986				0,63	0,48		
1987		1,35	0,29				^k 0,60
1988					0,55		
1989				0,85		^g 1,91	
1990							
1991							0,83
1992	1,62						
1993				1,13	0,29	1,77	
1994	^a 1,44						
1995							SD
1996	^b 1,38			1,12		1,70	
1997					0,31		
1998							
1999							ⁱ 1,15
2000				1,24		^h 2,13	
2001	SD						
2002					^e 0,29		SD

a : chiffre d'adhérents de 1993 ; b : chiffre d'adhérents de 1995 ; c : chiffre d'adhérents de 1967 ; d : chiffre d'adhérents de 1971 ; e : chiffre d'adhérents de 2000 ; f : chiffre d'adhérents de 1984 ; g : chiffre d'adhérents de 1990 ; h : chiffre d'adhérents de 1998 ; i : chiffre d'adhérents de 1980 ; j : chiffre d'adhérents de 1986 ; k : chiffre d'adhérents de 1986 ; l : chiffre d'adhérents de 2000.

L'examen du taux de pénétration électorale des formations socialistes du sud de l'Europe atteste de la différence manifeste avec le *modèle* du nord. Même le PSI et le PSDI qui ont eu un taux d'adhésion substantiel ne sont pas en mesure de concurrencer, sur ce plan, des partis sociaux-démocrates dans le sens organisationnel du terme. Et les Démocrates de gauche en Italie, héritiers de l'important parti communiste italien,

manifestent un rapport adhérents/électorat du pays relativement faible par rapport à d'autres partis d'intégration sociale (autour de 1,5%)¹⁵.

La faiblesse du socialisme français, au point de vue des adhésions, se dévoile à nouveau. Dans la période contemporaine, le parti socialiste français partage avec le parti travailliste irlandais, le privilège du taux de pénétration électorale le plus bas parmi les formations sociales-démocrates de l'Union européenne: 0,3%.

Les partis socialistes des *nouvelles* démocraties du sud de l'Europe ont des taux de pénétration électorale relativement identiques – entre 1 et 2,5%. Il est par ailleurs difficile de relever une évolution vu le point de départ tardif. A ce stade, pointons l'absence d'évolution linéaire significative.

5. Conclusion

Nos recherches confirment et affinent les observations relatives au déclin des adhésions aux formations sociales-démocrates. Examinée sous l'angle des chiffres bruts, des taux d'adhésion ou de pénétration électorale, la variable « affiliation au parti » subit un recul sensible, quelles que soient les performances électorales des partis (régression, stabilité ou progrès). Nous isolons donc un problème spécifique relatif à l'adhésion aux partis de la social-démocratie.

Le déclin de l'adhésion n'est pas propre à la famille socialiste. Les travaux relatifs à l'engagement et au militantisme politiques attestent d'un mouvement d'ensemble pour toutes les familles politiques¹⁶. Mais cette mue affecte de manière singulière la social-démocratie.

Souvent analysée à l'aune de sa puissance organisationnelle, la social-démocratie ne se décline plus, ou de manière moins complète, sous les traits d'une organisation imposante, à la fois crainte et jalouée par ses adversaires politiques et sociaux.

Les partis socialistes européens ne semblent plus à même de mobiliser des dizaines de milliers sinon des centaines de milliers d'adhérents et de sympathisants pour atteindre leurs objectifs. Ce qui affecte certaines de leurs fonctions classiques, et donc leur identité. L'encadrement social, la médiation entre l'Etat et les catégories sociales salariées (en particulier ouvrières) sont des rôles que peu de partis sociaux-démocrates paraissent encore à même de remplir.

Tous les partis sociaux-démocrates n'ont pas perdu leur caractère de masse mais, pour une part, cela tient à l'allongement de l'espérance de vie des adhérents. Les recherches relatives aux profils socio-politiques des affiliés en témoignent, le recrutement de nouveaux adhérents est de plus en plus difficile.

Sur un plan comparé, mesuré à l'aune des effectifs, l'écart entre modèles socialiste et social-démocrate s'est resserré. Certes, le SPÖ autrichien ou le parti socialiste français révèlent des réalités organisationnelles encore extrêmement différentes. Mais il s'agit de configurations extrêmes dont les effets politiques ne sont d'ailleurs pas identiques à ceux des années cinquante et soixante.

Bref sous l'angle des adhérents, notre analyse corrobore l'anticipation de Stefano Bartolini, qui annonçait la fin des partis d'intégration sociale¹⁷. Globalement, la famille sociale-démocrate devient progressivement une famille de partis *comme les autres*, sous cet angle à tout le moins.

Notes

- ¹ R. MICHELS, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1919.
- ² G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 31.
- ³ R. MICHELS, *op. cit.*
- ⁴ M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992.
- ⁵ S. NEUMANN (ed.), *Modern Political Parties : approaches to comparative Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- ⁶ G. MOSCHONAS, *op. cit.*, p. 22.
- ⁷ D. PÉLASSY, *Qui gouverne en Europe ?*, Paris, Fayard, 1992.
- ⁸ M. CHARZAT, « Une tradition mal connue : Otto Bauer et les austro-marxistes », in *La social-démocratie en questions, par des socialistes, des sociaux-démocrates, des communistes*, Séminaire organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherches, Editions de la *Revue politique et parlementaire*, p. 156.
- ⁹ M. DUVERGER, *op. cit.*
- ¹⁰ P. SEYD, P. WHITELEY, *New Labour's Grassroots. The transformation of the Labour Party Membership*, Basingstoke, Palgrave, 2002.
- ¹¹ D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.
- ¹² Voir notre autre contribution dans ce volume : les évolutions électorales de la social-démocratie européenne.
- ¹³ *Ibid.*
- ¹⁴ P. DELWIT, E. VAN HAUTE, « Les élections fédérales du 18 mai 2003 : un scrutin de « défragmentation » », *L'année sociale 2003*, Bruxelles, Institut de sociologie de l'ULB, 2004.
- ¹⁵ Il est vrai que le parti communiste italien lui-même avait enregistré une érosion marquante avant sa mutation. Voir P. DANIELS, « The Mass Party in crisis: the PCI's responses to organisational decline », Paper prepared for the workshop on The organisation of the Western European Communist Parties, ECPR, Paris, avril 1989.
- ¹⁶ P. MAIR, I. VAN BIEZEN, « Party membership in twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, 7/1, p. 5-21.
- ¹⁷ S. BARTOLINI, « The Membership of Mass Parties: The Social Democratic Experience, 1889-1978 », in H. DAALDER, P. MAIR (ed.), *Western European Party Systems. Continuity and Change*, Londres, Sage, 1983, p. 177-220.